



**PROJET D'APPUI AU MOUVEMENT FEMININ ET RENFORCEMENT DES
CAPACITES DES FEMMES DANS LA PREVENTION DES CONFLITS, LA
CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LE RENFORCEMENT DE L'UNITE
NATIONALE – JP UNFPA as PA only**

FINAL PROGRAMME¹ NARRATIVE REPORT

Intitulé du Programme & référence

- Intitulé du Programme: Appui au Mouvement Féminin et Renforcement des Capacités des Femmes dans la Prévention des Conflits, la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'Unité Nationale
- Réf. du Programme: PBF /GIN/A-1
- Réf. Atlas/MDTF: 00074673

Pays, Localité, Secteur/Thème(s) du Programme²

Guinée Conakry /Promotion de la résolution des conflits et de la coexistence

Organisations participantes

- UNFPA

Partenaires de mise en œuvre

- Ministère des Affaires Sociales, de la Promotion Féminine et de l'Enfance ;
- Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires (REFAMP)
- Coalition Nationale de Guinée /Droits et Citoyenneté des Femmes (CONAG/DCF),
- Women of Africa (WAFRICA),
- Réseau des Femmes du Mano pour la Paix (REFMAP),
- Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique

Budget du Programme (US\$)

Contribution du Fonds: 650 000

- *le cas échéant, par agence*

Contribution de(s) agence(s):

- *le cas échéant, par agence*

Contribution du Gouvernement:

Mise à disposition de 3 cadres pour le suivi des différentes activités du Projet

Autres Contributions [donateur(s)]:

- *(le cas échéant)*

TOTAL: 650 000 \$

Durée du Programme (mois)

Durée totale: 20 Mois

Date de démarrage³: 07 Avril 2010

Date de clôture initiale: Avril 2011. / Date de clôture de la période d'extension sollicitée : 30 AVRIL 2011 (ou date révisée, le cas échéant):

Date de clôture opérationnelle⁴: 31 Décembre 2011

Date prévisionnelle de clôture financière: 31 décembre 2012

¹ The term "programme" is used for programmes, joint programmes and projects.

² Indiquer le domaine prioritaire pour le Fonds de Consolidation de la Paix (FCP) ; le Secteur pour le Fonds fiduciaire pour l'Iraq du GNUM.

³ La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du MDTF Office en tant qu'Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du MDTF Office ([MDTF Office GATEWAY](#)).

⁴ Concerne les activités du programme complétées par l'organisation participante responsable. Les agences concernées doivent en informer le MDTF Office.

[REMOVE BOX BEFORE SUBMISSION]

Guidelines:

The Final Programme Report should be provided after the completion of the activities in the approved programmatic document and provide information on the overall results of the programme including the final year of the activities. Building on continued efforts made in the UN system to produce results-based reports, the report should demonstrate how the outputs collectively contributed to the achievement of the agreed upon outcomes of the Strategic (UN) Planning Framework guiding the operations of the Fund.

In support of the individual programme reports, please attach any additional relevant information and photographs, assessments, evaluations and studies undertaken or published.

The information contained in the Quarterly Updates and Annual Progress Reports prepared by the Participating Organizations may be useful in the preparation of the Final Narrative Report and are available on the MPTF Office GATEWAY (<http://mdtf.undp.org/>).

Formatting Instructions:

- The report should not exceed 10-15 pages.
- Number all sections and paragraphs as indicated below.
- Format the entire document using the following font: 12point _ Times New Roman and do not use colours.
- The report should be submitted in one single Word or PDF file.
- Annexes can be added to the report but need to be clearly referenced, using footnotes or endnotes within the body of the narrative.
- Do not change the Names and Numbers of the Sections below.

FINAL PROGRAMME REPORT

I. PURPOSE

a. Provide a brief introduction to the programme/ project (*one paragraph*):

En juillet 2008, la Guinée était éligible au Fonds de Consolidation de la Paix et un plan prioritaire avait été élaboré et financé à hauteur de 11,3 millions USD. Le projet d'Appui au Mouvement Féminin a eu une allocation financière de 650.000 USD pour une durée d'un an suivie de 6 mois d'extension. Il était placé sous la tutelle du Ministère des Affaires Sociales de la Promotion Féminine et de l'Enfance et la coordination technique de l'UNFPA en collaboration avec les réseaux et organisations féminines. Les activités ont été lancées en avril 2010.

OBJECTIF: Contribuer à la consolidation de la Paix en Guinée et au renforcement de l'unité nationale.

OBJECTIFS IMMÉDIATS

- Renforcer les capacités des organisations de femmes guinéennes en matière de prévention et de gestion des conflits pour la consolidation de la paix;
- Donner plus de visibilité aux actions, des plateformes fédératives des femmes dans la prévention des conflits,
- Encourager et renforcer la participation des femmes au processus électoral.

a) Provide a list of the main outputs and outcomes of the programme as per the approved programmatic document.

Produit 1 : *D'ici la fin du projet, les capacités des Réseaux et Associations de femmes en matière de prévention et de consolidation de la paix sont renforcées*

Acquis :

-Existence d'un Plan d'Action Opérationnel (PAO) sous régional sur l'application des résolutions 1325, 1820, 1888 et 1889 sur la protection et le rôle des femmes dans la prévention et la résolution des conflits. Cet important document a été élaboré au terme d'une conférence sous régionale qui a regroupé 100 femmes leaders venues des pays limitrophes en crise et en post crise (la Côte d'Ivoire, le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée). Précisément elle a eu lieu en juin 2010 à Conakry et a été l'œuvre du Ministère des Affaires Sociales de la Promotion Féminine et de l'Enfance. Le PAO constitue pour le Pays un outil de planification de mobilisation de ressource pour la participation de femmes à la vie publique et aux résolutions des conflits.

-183 représentantes des réseaux et groupements féminins ont été formés sur les techniques de prévention et de résolution des conflits le contenu et les plans d'action opérationnels (PAO) des Résolutions 1325 et 1820 et les rôles des femmes dans la prévention et consolidation de la paix. Menées par les ONGs ces formations ont eu lieu dans les chefs lieu de régions administratives ont permis aux participantes d'élaborer des PAO préfectoraux qui n'ont reçu de financement à cause de la faiblesse du budget. **Néanmoins les initiatives de règlement de conflits à caractère communautaire sont souvent entreprises par des femmes au niveau rural.**

- 60 journalistes et animatrices de radios, et communicateurs traditionnels de Conakry et de l'intérieur ont été formés sur le contenu et les PAO des Résolutions 1325 et 1820 et les rôles des femmes dans la prévention et consolidation de la paix. L'activité a été réalisée en deux sessions : la première était destinée aux professionnels des medias de Conakry et la seconde à ceux évoluant à l'intérieur du Pays. Ces animateurs participent à l'exécution de certains programmes radio financé sur les fonds réguliers de l'UNFPA ou d'autres Agences.

La formation de 200 agents du personnel civil (magistrats, auxiliaires de justice, les femmes leaders des associations féminines et leaders religieux) ainsi que 100 militaires et paramilitaires avec la participation active des responsables du cabinet du Ministère de la Défense Nationale et les officiers de l'état major de l'armée ont été formés sur le contenu et les PAO des Résolutions 1325 et 1820 et les rôles des femmes dans la prévention et la consolidation de la paix. Ce sont des ONGs travaillant en synergie qui ont exécuté cette activité dans les chefs lieux des régions administratives du Pays. Ces activités ont largement contribué à une prise de conscience générale au niveau des forces de défense et de sécurité.

Sensibilisation de 2 millions de femmes sur la prévention des conflits, la culture de la paix et de l'unité nationale. C'était un moment de grande mobilisation sociale des régions de Kankan, de N'Zérékoré, de Labé et de Kindia. Sous la houlette des ONGs REFMAP (Réseau des femmes du Fleuve Mano), et CONAG-DCF (Coalition Nationale des Droits et Citoyenneté de Femmes) ces caravanes furent un moment de ferveur populaire notamment par les femmes et des filles des localités traversées. Les caravanes ont également ont bénéficié le soutien des autorités administratives, des leaders religieux et communautaires, et medias de proximité. Elles sont nombreuses aujourd'hui à prendre part aux activités de sensibilisation sur la culture de non-violence et à l'apaisement des tensions socio-politique au niveau de leur localité.

En somme , les activités de renforcement des capacités des organisations de femmes en matière de prévention et de gestion des conflits pour la consolidation de la paix ont permis aux femmes de connaître le rôle qu'elles peuvent jouer avant, pendant et après un conflit. Les différentes formations délivrées ont provoqué une prise de conscience qui a facilité la mise en place les structures régionales de dialogue et de concertations des femmes dénommées COREFEM (Conseil Régional des Femmes)

Produit 2 : Les femmes, qui représentent 51% de la population guinéenne, participent

Acquis :

- Les obstacles empêchant la participation des femmes au dialogue politique ont été identifiés suite à la tenue de quatre foras régionaux organisés par les ONGs REFAMP, REFMAP et CONAG DCF. Le but de l'exercice était de recenser les problèmes rencontrés par les femmes tant du milieu rural qu'urbain et aboutir à la création d'un espace de concertation et d'échange d'expérience nécessaire à leur plein épanouissement socio-économique. Les travaux ont été sanctionnés par la validation d'un plan national (PAO) et la formation des groupes de plaidoyer devant poursuivre les actions selon les niveaux : national et communautaire. PAO sert d'outil de plaidoyer et de mobilisation de ressources par les départements ministériels et les ONGs
- Une vision des femmes sur la transition a été discutée avec les nouvelles autorités du pays (primature notamment), Institutions républicaines partis politiques. Les échanges ont eu lieu lors des séances de plaidoyer (marche pacifique) en faveur de l'accès des femmes aux sphères de prise de décisions par les réseaux/associations de femmes, membres des ONG. Les localités couvertes sont des régions de N'Zérékoré, de Kankan, de Faranah, de Labé, de Kindia et Boké. A ces actions s'ajoutent des séries de sensibilisation des Gouverneurs et Préfets, Maires et autres leaders religieux et communautaires en faveur de la participation des femmes à la gestion des affaires communautaires suite à l'organisation de 45 séances de plaidoyers. Les groupes de plaidoyer ont, à cet effet, obtenu l'engagement de certains nouveaux ministres de soutenir l'initiative. Le Président de la République, qui a été réceptif au message, a promis de faire participer les femmes dans la gestion des affaires publiques et de les soutenir lors des prochains scrutins électoraux. Récemment le Président de la Commission Nationale Electorale Indépendante (CENI) a demandé officiellement aux partis politiques candidats au scrutin législatif de respecter le quota de 30% représentation des femmes sur les listes électorales
- La mise en place de 7/8 conseils régionaux de femmes (COREFEM) suite à la tenue des ateliers régionaux de formation sur le leadership politique des femmes. Les régions de Labé, Mamou, Faranah, Kindia et Boké de Kankan et de N'Zérékoré ont été couvertes. En fait, ce sont des espaces de dialogue et de concertation créés en faveur des femmes de tout âge et de catégories socio professionnelles ; d'échanger leurs expériences en vue mieux participer à la vie politique et socio-économique du pays. Les prochaines étapes seront consacrées à la mise en place des antennes des 5 communes de Conakry suivies de la mise en place de l'organe exécutif national, le Conseil Guinéen des Femmes (COGUIFEM)
- Un plan de communication est disponible. Il a été conçu à la suite d'un atelier d'élaboration d'un plan intégré des Violences Basées sur le Genre et les mutilations génitales des femmes et excisions. La production et distribution aux partenaires de 2000 livrets de poches sur les résolutions 1325 et protocoles et les procédures standards opérationnelles (POS) en sont des actions communication qui y sont inscrites.

En résumé les foras régionaux ont permis aux femmes leaders d'avoir une vision partagée sur leur participation au dialogue politique et social. En outre il faut dire que l'exercice a été un moment d'expressions plurielles des femmes sur leurs préoccupations et d'apprentissage du processus d'élaboration d'un plan d'action opérationnel de trois (3) ans intégrant l'essentiel des préoccupations des femmes de divers secteurs socio-politique et économique de la Guinée. Dorénavant elles pourront l'appliquer au sein de leurs ONGs et des Groupements d'intérêt économique.

Produit 3 : La lutte contre les violences faites aux femmes est renforcée dans le pays

Quatre (4) centres pilotes de prise en charge des cas de VBG (**Jean Paul 2, Centre de Santé de Yimbaya, Hôpital de N'Zérékoré et Centre communautaire de Kamsar**) ont été rendus opérationnels suite à :

- * la formation de 60 prestataires (gynécologues, sages femmes, médecins) en technique d'accueil et de prise en charge des VBG prestataires ;
- * l'équipement en kit bureautiques : 9 bureaux directeurs, 18 chaises visiteurs, 9 fauteuils bas dossiers, 70 draps, 150 pagnes, 500 serviettes hygiéniques, 3 seaux plastiques avec couvercle, 12 seaux plastiques sans couvercle ;
- * la fourniture en kits médicaux (tables gynécologiques, pèses bébé, pèses adulte, lits, et autres accessoires)
- La Sensibilisation (45 séances de plaidoyers) des acteurs locaux (religieux, notables, leaders d'opinion) sur la prévention des violences basées sur le genre (litiges familiaux, MGF, viol, accès à l'héritage a été réalisée entièrement dans les régions de Faranah, N'Zérékoré et de Kankan, Labé Kindia et Boké par le Ministère des Affaires Sociales de la Promotion Féminine et de l'Enfance et les ONGs.
- Les résultats de l'enquête sur les VBG diffusés et la stratégie nationale de lutte contre les violences faites aux femmes

b. Explain how the Programme relates to the Strategic (UN) Planning Framework guiding the operations of the Fund

Le projet lié l'axe Gouvernance et l'axe transversale Genre de l'UNDAF. Il s'agit plus précisément de :

- (i) l'implication des femmes au processus de prévention et résolution des conflits ;
- (ii) l'accès des femmes aux sphères de prise décisions politique ;
- (iii) la protection des femmes contre les violences basées sur le genre (VBG)

c. List primary implementing partners and stakeholders including key beneficiaries.

Liste des partenaires :

- ✓ Le Ministère des Affaires Sociales, de la Promotion Féminine et de l'Enfance ;
- ✓ Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique ;
- ✓ Ministère de la Défense
- ✓ Réseau des Femmes du Fleuve Mano pour la Paix (REFMAP);
- ✓ Coalition Nationale de Guinée des Droits et Citoyenneté des Femmes (CONAG-DCF)
- ✓ Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires (REFAMP)
- ✓ Woman Africa (WAFRICA);
- ✓ UNFPA

Bénéficiaires:

- ✓ Femmes/Filles victimes de violences sexuelles ;
- ✓ Femmes leaders politiques ;
- ✓ Femmes des Groupements ou Associations
- ✓ Journalistes et Communicateurs traditionnels

II. ASSESSMENT OF PROGRAMME/ PROJECT RESULTS

a. Report on the key outputs achieved and explain any variance in achieved versus planned results.

AXE PREVENTION DES CONFLITS ET DE CONSOLIDATION DE LA PAIX :

La réalisation des activités de vulgarisation des résolutions 1325 et 1820 réalisées par le Ministère des Affaires Sociales, de la Promotion Féminine et de l'Enfance et les ONGs (Mano river Union, CONAG DCF et WAFRICA) a été une occasion pour les magistrats/auxiliaires de justice, les militaires, les paramilitaires et les leaders religieux de disposer des plans d'action sectoriels pour diffuser ces instruments juridiques au niveau de leurs entités. Ces activités ont suscité beaucoup d'engouements au niveau des participants à l'intérieur du pays. Partout les bénéficiaires ont unanimement recommandé d'étendre la formation à d'autres couches professionnelles pour une meilleure appropriation nationale desdites résolutions. A cela s'ajoute l'organisation des caravanes dans les chefs lieux des régions et préfectures à l'intérieur du Pays. Ces caravanes ont connu une mobilisation populaire et près de 2 millions de femmes/filles des localités traversées ont été sensibilisées sur les vertus de la paix et le renforcement de l'unité nationale. L'activité a été fortement soutenue par les autorités locales, les leaders religieux et communautaires, les associations et ONGs féminines, de jeunes et les radios rurales et communautaires et à la télévision nationale.

AXE LEADERSHIP FEMININ :

Les foras régionaux (N'Zérékoré, Kankan, Labé) suivis du forum national pour déterminer la vision des femmes afin d'identifier les obstacles à leur participation au dialogue politique ont été conduits exclusivement par les ONGs féminines. Ces rencontres ont permis d'élaborer un plan national d'action opérationnel et de créer un espace de concertation entre les femmes leaders en vue d'échanger et identifier les obstacles liés à leur participation au processus de dialogue politique. Quant aux activités de plaider au niveau communautaire et pour un meilleur accès des femmes aux sphères de prise de décisions, elles ont été marquées par des marches pacifiques à Conakry et dans certaines chefs lieu de régions administratives du pays. A Conakry les groupes de plaider qui ont reçu des formations ont organisé des séances de plaidoyer à l'intention des femmes dans les 5 communes et des leaders politiques de la mouvance présidentielle, de l'opposition et du centre. Ces cris de cœur des femmes a été entendu par les nouvelles autorités qui ont procédé à des nominations des femmes aux postes de commandement. A ce jour, on dénombre de 2 femmes préfets, 1 femme Gouverneur ainsi que des directrices nationales au niveau des départements ministériels. L'insertion d'un quota de 30% dans le code électoral. Rencontres de plaidoyer avec leaders politiques de la mouvance présidentielle de l'opposition et du centre, suivi des formations et de sensibilisation des femmes leaders des partis politiques

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Dans ce domaine le projet a mis en place 4 centres pilotes de prise en charge des violences basées sur le genre (VBG) au sein des structures de soins publiques (Hôpital Jean Paul II et de Centre de Santé de Yimbaya (Conakry), l'Hôpital régional de N'Zérékoré et Centre de santé communautaire de Kamsar. Ces équipements ont permis de rendre opérationnel ces centres pilotes VBG. Les dispositions ont été prises pour densifier les activités de communication d'information au sein des communautés en vue d'informer les populations sur un l'existence des centres de prise en charge des VBG. La connaissance des cadres au niveau des régions et autres responsables de la société civile a été améliorée sur le contenu de la stratégie nationale des VBG ainsi que les résultats de l'enquête sur les VBG. Ces structures assurent la prise en charge psychosociale et médicale des survivantes. A ce jour, environ 150 victimes y ont été admises. D'autres fonds ont été mobilisés auprès du PBF et ONUFEMME (Appui à la réinsertion socio-économique des victimes de VBG).

b. Report on how achieved outputs have contributed to the achievement of the outcomes and explain any variance in actual versus planned contributions to the outcomes. Highlight any institutional and/ or behavioural changes amongst beneficiaries at the outcome level.

Le projet a contribué globalement à améliorer les connaissances les femmes sur les différentes sources de leur droits notamment les résolutions 1325 et protocoles sur le leadership féminin et

renforcement des stratégies de prévention de prise en charge des violences sexuelles et physique dont elles sont souvent victime. L'appropriation de ces interventions leur ont permis de faire des déclarations dénonçant les problèmes de gouvernance politique et économique. A cette occasion elles ont réclamé la nécessité de négocier une paix durable en Guinée, et exprimé leur soutien à la recherche de solutions endogènes de sortie de crises, notamment à travers un dialogue franc et sincère. Le projet a soutenu également la participation des femmes au processus électoral.

c. Explain the overall contribution of the programme to the Strategy Planning Framework or other strategic documents as relevant, e.g.: MDGs, National Priorities, UNDAF outcomes, etc:

Le projet a contribué aux priorités nationales notamment dans le domaine de la promotion des droits de l'Homme et de consolidation de l'Etat de droit, telles que formulées dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Le projet s'est inscrit dans le cadre du PNUAD (Plan cadre des Nations unies pour l'aide au développement 2007-2011) qui, en réponse aux priorités et au contexte national, fait de la prévention des crises l'un de ses axes principaux et un pré requis pour la paix et le développement.

Il vient en complément d'autres actions du SNU, dans le pays, et représente la suite logique d'interventions menées ces dernières années : la promotion du dialogue et de la participation féminine, ainsi que le développement d'une vision partagée du développement à long terme. De plus, en appuyant l'élargissement de la participation des femmes à la définition des choix et priorités nationales, il a contribué aussi à l'atteinte des OMD, au travers, notamment, de la promotion des droits des groupes marginalisés et l'implication des femmes dans le processus de concertation et de prise de décision (OMD 3). Car les femmes sont les premières victimes des conflits et restent peu impliquées dans leur prévention. Elles sont marginalisées au niveau des mécanismes traditionnels de prise de décision, ainsi qu'à celui des mécanismes modernes (Administration, postes électifs, etc.).

Aussi il est de constat qu'au sein des groupes vulnérables, les femmes subissent une double discrimination, liée à leur qualité de membres de ces groupes, mais aussi à leur condition de femmes. Elles disposent d'un accès et d'un contrôle des ressources d'autant plus limités, qu'elles sont, elles-mêmes, réticentes à s'engager dans le processus de décision ou de revendication de leurs droits du fait d'une socialisation marquée par l'acceptation de leur condition.

d. Explain the contribution of key partnerships and collaborations, and explain how such relationships impact on the achievement of results.

Du 2010 au 2012, le Projet a pu développer un réseau de partenariat dynamique avec le gouvernement, les institutions républicaines et la société civile. Les activités ont été mises en œuvre par les Ministères des Affaires sociales de la Promotion Féminine et de l'Enfance et celui de la Santé ainsi que des ONG nationales en synergie.

1. Le Ministère des Affaires Sociales, de la Promotion Féminine et de l'Enfance :

- ✓ Vulgariser le contenu de la résolution 1325 et annexes, la Stratégie et Enquête nationale réalisées sur les violences basées sur le genre en Guinée ;
- ✓ Mettre en place le Conseil Régional des Femmes en Haute Guinée
- ✓ Elaborer et valider un plan d'action régional sur la résolution 1325 lors d'une conférence sous régionale des pays de l'Afrique de l'ouest
- ✓ Créer un centre de prise en charge psychosociale et médicale VBG (Hôpital Jean Paul II)

2. Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique :

- ✓ Assurer la formation des prestataires de santé en matière de prise en charge des VBG
- ✓ Abriter 2 Centres VBG au niveau de 2 hôpitaux (Conakry et N'Zérékoré).

3. Réseau des Femmes du Fleuve Mano pour la Paix (REFMAP):

- ✓ Contribuer à la formation des groupements en technique de prévention des conflits ;
- ✓ Organiser en haute Guinée et Forêt, les caravanes de sensibilisation des populations sur les vertus de la paix et organisation des campagnes de plaidoyers en direction des autorités communautaires ;

4 Coalition Nationale de Guinée des Droits et Citoyenneté des Femmes (CONAG-DCF)

- ✓ Contribuer à l'organisation des fora régionaux en faveur de la participation des femmes dans le processus de dialogue politique ;
- ✓ Organiser les caravanes de sensibilisation sur les vertus de la paix des populations de la zone côtière et la moyenne Guinée ;
- ✓ Organiser des campagnes de plaidoyers en direction des autorités communautaires desdites régions ;

5. Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires (REFAMP)

- ✓ Contribuer à l'organisation des fora régionaux en faveur de la participation des femmes dans le processus de dialogue politique ;
- ✓ Organiser un forum national d'identification des obstacles liés à la participation des femmes à la vie politique ayant abouti à l'adoption d'un plan d'action national ;
- ✓ Organiser des séances de plaidoyer auprès des décideurs politiques pour l'inscription des femmes sur les listes électorales ;

6. Woman Africa (WAFRICA)

- ✓ Former sur le contenu de la résolution 1325 et les rôles des femmes dans le processus de consolidation de la paix l'intention des journalistes et communicateurs traditionnels. Ces ateliers ont abouti à l'élaboration des messages clés à diffuser à la radio et à la télévision ;
- Contribuer à la formation des groupements en technique de prévention des conflits

e. Who have been the primary beneficiaries and how they were engaged in the programme/project implementation? Provide percentages/number of beneficiary groups, if relevant

Les activités de renforcement des capacités des organisations de femmes guinéennes en matière de prévention et de gestion des conflits pour la consolidation de la paix ont permis aux femmes de connaître le rôle qu'elles peuvent jouer avant, pendant et après un conflit. Les différentes formations délivrées ont provoqué une prise de conscience qui, parfois les incite à prendre initiative de mobilisation de fonds les activités génératrices de revenus et à mettre en place des structures concertations en vue leur accès aux sphères de prises décisions.

Les foras régionaux ont permis aux femmes leaders d'avoir une vision partagée sur leur participation au dialogue politique et social. En outre il faut dire que l'exercice a été un moment expressions plurielles des femmes sur leurs préoccupations et d'apprentissage du processus d'élaboration d'un plan d'action opérationnel de trois (3) ans intégrant l'essentiel des préoccupations des femmes de divers secteurs socio- politique et économique de la Guinée.

En somme, 70% des efforts ont axés en faveur de l'implication des femmes des groupements féminins dans le processus de prévention et de résolution des conflits ainsi que leur participation à la vie politique du Pays. Le reste (30%) des interventions a été consacré à la prise en charge psycho médicale des survivantes et la vulgarisation des textes juridiques favorable à leur autopromotion.

f. Highlight the contribution of the programme on cross-cutting issues pertinent to the results

being reported.																																
Les activités de renforcement des capacités des organisations de femmes guinéennes en matière de prévention et de gestion des conflits pour la consolidation de la paix ont permis aux femmes de connaître le rôle qu'elles peuvent jouer avant, pendant et après un conflit. Aussi les différentes formations délivrées ont provoqué une prise de conscience qui les a incités à mobiliser les ressources pour leurs activités génératrices de revenus et à mettre en place les structures concertations et dialogue en faveur de leur participation à la vie politique du pays.																																
g. Has the funding provided by the MPTF/JP to the programme been catalytic in attracting funding or other resources from other donors? If so, please elaborate.																																
Le pays a enregistré d'autres financements. L'USAID finance actuellement un projet de prise en charge des victimes de violences sexuelles à hauteur de 850.000 \$. Un montant de 600.000 Euros a été accordé par l'Union Européenne pour soutenir le volet judiciaire des événements douloureux du stade de 28 septembre. Le PBF assure le financement de deux projets à impact rapide : Genre et RSS (1 million de dollars) et Torture et VBG (145 000 \$)																																
h. Provide an assessment of the programme/ project based on performance indicators as per approved project document using the template in Section IV, if applicable.																																
<ul style="list-style-type: none"> - 300/160 acteurs attendus ont été formés sur les techniques de prévention de conflits. Soit un taux de réalisation de 188%. Ce résultat a été obtenu grâce à la synergie des partenaires d'exécution et la l'implication des associations féminines et des autorités locales qui ont apporté leurs soutiens institutionnels sur le terrain ; - 2/3 millions de femmes/ filles ont été touchées par les activités de mobilisation en faveur de la paix. Soit un de réussite de 67%. L'exécution de cette activité a connu quelques perturbations due à la transition militaire que le pays a connue. - Quant au quota de 30% représentativité des femmes sur les listes électorales, il faut dire que les données ne peuvent pas être disponibles, car les élections législatives ne sont pas encore tenues pour mesurer l'impact des interventions sur le terrain. Par contre le taux de représentativité de femmes au gouvernement est de 15% ; - La création de quatre sur un centre pilote ciblé a permis d'assurer la prise en charge psycho-médicale de 105 sur 200 victimes de viol. La crainte de stigmatisation et la faible connaissance des survivantes sur l'existence des centres prise en charge de VBG ont influencé négativement sur leur taux fréquentation. La campagne des radios de proximité étant encours réalisation nous permettra de corriger cet état fait. D'autres centres de prise en charge de VBG seront créés dans le pays dont deux en 2012 																																
<table border="1"> <thead> <tr> <th>N°</th> <th>Indicateurs cibles</th> <th>Indicateurs atteints</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Indicateur 1.1</td> <td>160</td> <td>300</td> <td>188%</td> </tr> <tr> <td>Indicateur 1.2</td> <td>3 000 000</td> <td>2000 000</td> <td>67%</td> </tr> <tr> <td>Indicateur 2.1</td> <td>1</td> <td>1</td> <td>100%</td> </tr> <tr> <td>Indicateur 2.2</td> <td>30%</td> <td>15%</td> <td>50%</td> </tr> <tr> <td>Indicateur 3.1</td> <td>1</td> <td>3</td> <td>400%</td> </tr> <tr> <td>Indicateur 3.2</td> <td>200</td> <td>105</td> <td>53%</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td></td> <td></td> <td>143%</td> </tr> </tbody> </table>	N°	Indicateurs cibles	Indicateurs atteints	Pourcentage	Indicateur 1.1	160	300	188%	Indicateur 1.2	3 000 000	2000 000	67%	Indicateur 2.1	1	1	100%	Indicateur 2.2	30%	15%	50%	Indicateur 3.1	1	3	400%	Indicateur 3.2	200	105	53%	Total			143%
N°	Indicateurs cibles	Indicateurs atteints	Pourcentage																													
Indicateur 1.1	160	300	188%																													
Indicateur 1.2	3 000 000	2000 000	67%																													
Indicateur 2.1	1	1	100%																													
Indicateur 2.2	30%	15%	50%																													
Indicateur 3.1	1	3	400%																													
Indicateur 3.2	200	105	53%																													
Total			143%																													
III. EVALUATION & LESSON LEARNED																																
a. Report on any assessments, evaluations or studies undertaken relating to the programme and how they were used during implementation. Has there been a final project evaluation and what are the key findings? Provide reasons if no evaluation of the programme have been done yet?																																
Il n'ya pas eu d'évaluation finale du projet. Le consultant international a été retenu à cet																																

<p>effet, a décalé son programme sur la Guinée pour des raisons de conflit de calendrier.</p>
<p>b. Explain, if relevant, challenges such as delays in programme implementation, and the nature of the constraints such as management arrangements, human resources, as well as the actions taken to mitigate, and how such challenges and/or actions impacted on the overall achievement of results.</p>
<p>Le projet a connu des petites difficultés techniques, dues essentiellement au retard accusé par les ONGs partenaires de réalisation dans le dépôt des justificatifs financiers. Pour y faire face le projet a envisagé des solutions ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La mise à disposition d'un guide de justification des dépenses conformément au manuel de gestion de l'agence d'exécution (UNFPA); - Le renforcement de suivi de proximité des partenaires de terrain par le staff de la coordination du projet <p>Les défis actuels se résument :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Financement conséquent des activités de mobilisations sociales à travers la réalisation des d'un programme radio d'information et de sensibilisation permettra de maximiser le taux d'utilisation par les communautés bénéficiaires des centre de prise en charge des violences basées sur le genre(VBG) ; - Financement d'un programme de vulgarisation communautaire de la résolution 1325 et protocoles à l'intention des groupements féminins des communes rurales. Le financement de la première phase n'ayant pu couvrir que des régions administratives.
<p>c. Report key lessons learned that would facilitate future programme design and implementation, including issues related to management arrangements, human resources, resources, etc.,</p>
<ul style="list-style-type: none"> - La mise à disposition d'un moyen logistique roulant permettra à l'équipe de la coordination d'assurer un meilleur suivi de proximités des activités sur le terrain ; - Un appui institutionnel des ONGs permettra de disposer d'un personnel compétents pour assurer la gestion programmatique et financière au regard des exigences de l'UNFPA en tant qu'agence d'exécution et PBF en tant qu bailleur de fonds.

VI. EVALUATION EN FONCTION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

	Indicateurs de performance	Indicat. de référence	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
Résultat 1: <u>Output 1</u> : D'ici la fin du projet, les capacités des Réseaux et Associations de femmes en matière de prévention et de consolidation de la paix sont renforcées							
Résultat/Output 1 : <i>D'ici la fin du projet, les capacités des Réseaux et Associations de femmes en matière de prévention et de consolidation de la paix sont renforcées</i>	Indicateur 1.1 Nombre de réseaux et associations et journalistes et communicateurs traditionnels outillés en technique de prévention, négociation et résolution de conflits (Base : 0; Cible : 100 Journaliste 60)	0	160	300	+140	Rapports d'activité	Succès dû à la synergie des partenaires d'exécution et la disponibilité des associations féminines
	Indicateur 1.2 Nombre de personnes touchées par les activités de mobilisation sociales (base 0 - 3.000.000)	0	3000.000	2000.000	1000000	Rapport	Indicateur n'a pas été atteint en raison des crises socio politiques que le pays a connu.
Résultat 2 : D'ici fin du projet, les femmes, qui représentent 51% de la population guinéenne, participent effectivement au dialogue politique pour une transition apaisée et réussie							
Résultat/Output 2 :	Indicateur 2.1 Un plan	0	1	1	0	Plan	

<i>D'ici fin du projet, les femmes, qui représentent 51% de la population guinéenne, participent effectivement au dialogue politique pour une transition apaisée et réussie</i>	opérationnel pour la participation des femmes au dialogue politique est disponible. (Base: 0; Cible: 1)						
	Indicateur 2.2 Quota de représentativité des femmes dans les listes électorales (base 0 - cible 30%)	0	30%	15%	15%	rapport	Le scrutin législatif n'a pas encore organisé
Résultat 3 : D'ici la fin du projet, la lutte contre les violences faites aux femmes est renforcée dans le pays							
Résultat 3 D'ici la fin du projet, la lutte contre les violences faites aux femmes est renforcée dans le pays	Indicateur 3.1 Nombre de structures de prise en charge médicale; psychosociale et légale fonctionnelles (base 0 : cible 1)	0	1	3	+2	Rapport	Le complément a été obtenu grâce au financement des fonds réguliers de l'UNFPA
	Indicateur 3.2 Nombre de personnes victimes de VBG prise en charge (base 0 : cible 200)	0	200	105	95	Rapport	Faible connaissance des victimes sur l'existence des centres pilotes

